



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté N° 206 - 13 septembre 2012

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Au revoir à Françoise Collin, philosophe féministe - Page 1
- 2 - Manifestation contre le Pacte Budgétaire Européen le dimanche 30 septembre - Page 2
 - A - Appel de féministes
 - B - Appel unitaire
- 3 - Pour notre Santé, le changement c'est urgent ! - Manifestation nationale 6 octobre - Page 4
- 4 - Galice : « Nous décidons d'être libres » - Page 5
- 5 - Le campement des Jeunes Féministes d'Europe en Roumanie - Page 5
- 6 - La prostitution selon Dominique Noguez : le point de vue du dominant et les œillères du patriarcat ! - Patrick Jean et Grégoire Théry - Page 6
- 7 - Abolition de la prostitution : l'imposture médiatique ! - Sandrine Goldschmidt et Typhaine Duch
- 8 - Prostitution : oui, nous devons sanctionner les consommateurs ! - Sylviane Agacinski - Page 8
- 9 - Les rendez-vous féministes de la Fête de l'Huma - Page 10
- 10 - Zéromacho : le lancement - Page 10
- 11 - Café droits des femmes de LTDF - Page 10
- 12 - Colloque « Genre et sexualité dans la présidentielle française de 2012 » - MAGE - Page 11
- 13 - Atelier Citoyenneté - Maison des Femmes Paris - Page 11
- 14 - Rappel : Festival féministe de documentaire Femmes en Résistance - Page 11
- 15 - Assises : Le genre, à quoi ça sert ? - Institut Emilie du Châtelet - Page 12
- 16 - Assises : Le genre, à quoi ça sert ? - Institut Emilie du Châtelet - Page 12
- 17 - Atelier et soirée les Trans pour les nulLEs - Mix-Cité Paris - Page 13
- 18 - Mais qu'est-ce qu'elles veulent, encore et encore - Planning Familial 71 - Page 13
- 19 - Paris-Banlieue, Côté femmes - Montreuil - Page 13
- 20 - Croiser les disciplines, historiciser les concepts - Séminaire GTM 2012-2013 - Page 14
- 22 - Livre : « Mon pays étranger » - Roman de Sandrine Charlemagne - Page 15

1 - Au revoir à Françoise Collin, philosophe féministe

Nous aimions en elle la pétillance de l'esprit et de l'intelligence, la générosité, l'humilité de cette grande dame, des convictions et un questionnement constants... Elle était à nos côtés le 8 octobre 2011 à Toulouse pour le Colloque « Solidarité Femmes » et pour fêter les 30 ans de l'Apiaf.

Elle a retardé son départ pour être présente lors de l'inauguration de la Cour Marie-France Brive... Merci pour tout ce qu'elle nous a donné : la création des Cahiers du Grif, les rencontres de Bruxelles, de Paris ou de Toulouse qui nous ont enrichies et permis d'avancer... Ses livres et ses articles continueront à nous accompagner... Merci Françoise !

Collectif Midi-Pyrénées pour les Droits des femmes Toulouse

MOBILISATIONS

2 - Manifestation contre le Pacte Budgétaire Européen le dimanche 30 septembre

Pour une Europe solidaires, Non au traité d'austérité

Manifestation unitaire

Dimanche 30 septembre, 13h30 Nation

A - Appel de féministes contre le Pacte budgétaire

Le Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de la zone euro, dit Pacte budgétaire, sera soumis en octobre 2012 au vote du Parlement. Ce pacte, en durcissant encore les règles qui encadrent les budgets publics des États, franchit une étape majeure dans l'imposition d'une austérité permanente. Or déjà, les plans d'austérité appliqués dans les pays européens ont des conséquences très négatives sur les populations et, en touchant plus durement les plus précaires, accroissent encore les inégalités.

L'austérité est non seulement inacceptable sur le plan social, mais elle ne permet pas de sortir de la crise : les revenus des ménages stagnent ou baissent, comme donc leur consommation ; de même les investissements des entreprises ; l'activité économique ralentit entraînant une baisse des recettes fiscales, d'où des difficultés supplémentaires pour diminuer le déficit public, à l'opposé du but visé. Les États empruntent alors aux marchés financiers, ce qui accroît l'endettement et sert de prétexte à ces marchés pour exiger un nouveau tour de vis. Cette situation n'a rien d'inéluctable, elle est le résultat des choix politiques qui ont été faits pour la construction néolibérale de l'Europe : la règle qui oblige les États à se financer auprès des marchés financiers, ce qui leur offre une rente sur un plateau et un pouvoir exorbitant, peut et doit être changée.

En outre, le Pacte budgétaire instaure un contrôle préalable des budgets publics par la Commission européenne, ainsi que des sanctions en cas de non-respect des règles. Loin de remettre en cause le diktat de la finance, les nouvelles normes ont pour objet de « rassurer les marchés financiers ». Le Pacte parachève ainsi la construction néolibérale de l'Europe, constitue une menace pour la démocratie et pour les droits des populations. Sa ratification par le Parlement aboutirait à une régression sociale sans précédent.

Comme de nombreux rapports l'ont montré, même si toutes les couches populaires sont concernées, les femmes subissent plus durement les mesures d'austérité, faites de coupes dans les services publics et la protection sociale. Déjà, parce qu'elles forment la grande majorité des précaires, sont plus souvent au chômage et en sous-emploi. Ensuite, en tant que responsables principales de la famille, elles sont les premières usagères de ces services, les principales allocataires des prestations sociales et familiales. Du fait de leur recul et du démantèlement progressif de l'État social, les femmes sont contraintes d'assurer tout ce qui n'est plus pris en charge par la collectivité ; leur travail (invisible) dans la sphère privée augmente, leur rôle traditionnel dans la famille s'en trouve renforcé, au détriment de leur travail rémunéré, de leur autonomie, voire de leur santé.

Les femmes sont également les premières touchées par les baisses d'effectifs et de rémunération dans le secteur public, car elles en constituent presque partout la majorité des employées. Premières touchées encore par les « réformes » des retraites qui ont été menées dans le cadre des restrictions budgétaires. Les droits des femmes sont menacés, et régressent, lorsque les coupes touchent les services de santé sexuelle et reproductive, les subventions aux organismes de lutte contre les violences faites aux femmes, ou encore lorsque de nombreuses maternités et centres d'IVG ferment, comme c'est le cas en France.

Alors que des investissements publics massifs sont indispensables en matière de protection sociale, de services publics et d'emploi pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux et réduire

les inégalités, le Pacte budgétaire impose une restriction durable des finances publiques et interdit concrètement toute évolution vers le progrès social. Alors que les inégalités entre les femmes et les hommes sont plus que jamais inacceptables, il est urgent de créer un service public de crèches et des services d'aide à la dépendance, de renforcer les services sociaux et de santé en personnels et en moyens. Or ce Pacte, en rendant impossibles ces politiques et en pérennisant l'austérité, aggrave les inégalités entre les sexes.

Nous refusons le Pacte budgétaire qui condamne l'avenir, sacrifie la démocratie et le bien-être des populations à la satisfaction des exigences des marchés financiers.

Nous appelons à la construction des résistances et des alternatives à l'austérité en France et en Europe. Nous appelons à y porter les alternatives féministes pour une autre Europe.

Nous appelons à la manifestation unitaire organisée le 30 septembre par de nombreuses associations, organisations syndicales, partis et collectifs d'audit citoyen contre le Pacte budgétaire, contre l'austérité et pour un débat démocratique.

Signature sur : <http://www.petitionpublique.fr/PeticaoVer.aspx?pi=P2012N28837>

B - Appel à mobilisation unitaire contre le Pacte budgétaire le 30 septembre

La ratification du Pacte budgétaire par la France début octobre serait un évènement grave. Elle imposerait durablement une politique d'austérité. Nous, organisations associatives, syndicales et politiques, avons décidé de mener ensemble une vaste campagne d'éducation populaire et de mobilisation citoyenne, avec en particulier une grande manifestation unitaire le 30 septembre à Paris.

L'intervention des citoyens dans le débat démocratique doit convaincre les parlementaires - particulièrement celles et ceux qui ont été élus sur la promesse d'une renégociation de ce Pacte budgétaire - de refuser sa ratification et de permettre ainsi la réouverture du débat en Europe.

Le texte d'appel : Non à l'austérité permanente Refusons le Pacte budgétaire, ouvrons le débat en Europe !

Le président de la République veut faire ratifier au plus vite par le Parlement le Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de la zone euro, plus connu sous l'intitulé de « Pacte budgétaire », tel qu'il a été signé par Nicolas Sarkozy le 25 mars dernier. Pourtant, les faibles mesures « de croissance » annoncées le 29 mai dernier ne constituent en rien la «renégociation» promise par le candidat François Hollande d'un traité qui «ajoute l'austérité à l'austérité».

Ce Pacte budgétaire aggrave les politiques néolibérales prônées depuis des années et qui ont mené aux problèmes actuels de la zone euro. Il représente d'abord une absurdité économique. En imposant que le « déficit structurel » d'un État soit inférieur à 0,5 %, il va obliger à des coupes drastiques dans les dépenses publiques. Il va priver la puissance publique de moyens indispensables pour mener des politiques permettant d'engager la transition sociale et écologique. Or nous avons besoin au contraire de développer et de rénover les services publics et la protection sociale pour répondre aux nombreux besoins non satisfaits, réduire les inégalités sociales et réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous avons besoin d'investissements publics considérables pour financer la transition énergétique, réduire les pollutions, assurer la reconversion écologique des modes de production et de consommation, créer des millions d'emplois. L'obligation d'équilibre budgétaire permanent sera un frein majeur pour s'attaquer à la crise sociale et écologique.

Dans une Europe où les clients des uns sont les fournisseurs des autres, cette orientation engagée depuis deux ans amène aujourd'hui la récession généralisée. Les difficultés de PSA et d'autres entreprises découlent directement de l'effondrement de la demande en Europe du Sud. Aujourd'hui le pouvoir d'achat stagne ou régresse, les entreprises et les collectivités locales réduisent leurs investissements: dans ce contexte couper dans les dépenses publiques ne fera qu'aggraver le chômage. Dès 2013, selon une étude du FMI lui-même, ramener le déficit de la France à l'objectif

de 3 % du PIB affiché par le gouvernement créera automatiquement 300 000 chômeurs de plus. La réduction des recettes fiscales qui en résultera rendra encore plus difficile la réduction des déficits, que l'austérité était censée favoriser, « *justifiant* » ainsi un nouveau tour de vis, etc. Économiquement stupide, ce Pacte budgétaire est socialement insupportable car les « *programmes d'ajustement structurel* » aujourd'hui imposés à la Grèce et aux autres pays en difficulté réduisent les protections, accroissent les inégalités et touchent le plus durement les populations les plus précaires - femmes, jeunes, ouvriers, immigré-es. Loin d'éviter aux pays du Nord de l'Europe de subir le sort de ceux du Sud, ce Pacte entraîne toute l'Union dans une spirale dépressive qui risque de généraliser la pauvreté. Ce serait un recul sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Enfin, ce Pacte budgétaire représente un déni démocratique. Non seulement il prévoit des sanctions quasi automatiques en cas de non-respect, mais il marginalise les Parlements nationaux et européen, et fait de la Commission et de la Cour européenne de justice, organismes non élus, les juges des budgets nationaux. Il installe un fédéralisme autoritaire niant la souveraineté populaire. Il place l'économie en pilotage automatique, soumise à des normes destinées à rassurer des marchés financiers dont la puissance n'est pas remise en cause. Nous ne l'acceptons pas.

Les crises sociale, écologique et financière mondiales s'aggravent. Elles sont lourdes de dangers comme le montre le renforcement des extrêmes droites xénophobes et nationalistes. Ces crises nécessitent une mobilisation de l'Europe, mais d'une Europe fondée sur la solidarité et la démocratie, d'une Europe qui se dégage de l'emprise des marchés financiers. Or le Pacte budgétaire va au contraire renforcer les contradictions internes à la zone euro et pourrait mener à son éclatement. Le refus de la France de ratifier ce traité serait un signal fort envoyé aux autres peuples européens afin d'ouvrir le débat sur la construction d'une autre Europe.

C'est pourquoi, nous, les organisations signataires de ce texte refusons ce Pacte budgétaire qui engage l'avenir. Nous demandons qu'un large débat démocratique ait lieu afin que les citoyen-es puissent s'emparer de ce sujet décisif et se prononcer à son propos. Nous voulons mettre le Président de la République, son gouvernement, les parlementaires devant leurs responsabilités.

Pour créer ce débat démocratique, nous appelons à renforcer les collectifs locaux déjà existants - notamment ceux pour l'audit citoyen de la dette publique -, à en créer de nouveaux le cas échéant ; nous organiserons ensemble une série de débats publics dans toute la France ; nous nous adresserons et inviterons les citoyens à s'adresser à chaque député et sénateur de la majorité parlementaire, et nous organiserons des manifestations dont une grande manifestation unitaire à Paris le dimanche 30 septembre. Un comité d'organisation se met immédiatement en place pour assurer le succès de ces initiatives.

Premiers signataires : Aitec-IPAM, AC !, ANECR, Attac, CADTM, Cedetim-IPAM, CDDSP, CNDF, Les Économistes Atterrés, Fondation Copernic, Front de gauche - Parti communiste français - Parti de gauche - Gauche unitaire - FASE - République et Socialisme - PCOF - Convergence et Alternative - Gauche anticapitaliste, Marches Européennes, NPA, Résistance Sociale, Solidaires, Sud BPCE.

Associations et organisations peuvent signer sur : contact@audit-citoyen.org

3 - Pour notre Santé, le changement c'est urgent ! - Manifestation nationale 6 octobre

Manifestation nationale

samedi 6 octobre Notre Santé en Danger

14h00, des hôpitaux Cochin à Saint Vincent de Paul à Matignon :

Rassemblement à partir de 12h30 place de l'observatoire

La population, les associations et les syndicats sont dans l'attente d'un changement profond en

matière de politique de santé publique et de financement.

En effet, près d'un tiers de la population de notre pays est, dans les faits, laissé pour compte de l'accès aux soins pour des raisons de coût (dépassements d'honoraires, franchises, forfaits, augmentation des complémentaires-santé...) et de difficultés d'accès aux structures de soins publiques (désertification, fermetures de structures de proximité, délais d'attente...). C'est le constat accablant auquel nous sommes confrontés chaque jour.

Si le discours du gouvernement sur la place de l'hôpital public ou sur la médecine de proximité semble aller dans le bon sens, si des avancées ont eu lieu sur quelques dossiers comme à Briançon, Castres ou pour les centres de santé des Bouches du Rhône, les premières annonces gouvernementales concrètes apparaissent cependant comme très en deçà des enjeux. Ainsi, la Santé n'a pas été retenue comme une priorité gouvernementale.

Les Agences Régionales de Santé ne sont pas remises en cause ; il n'est question que d'aménagement de la loi HPST, du mode de financement des hôpitaux et de simple réduction et/ou contrôle des dépassements d'honoraires. Rien n'apparaît vraiment concernant l'installation des nouveaux professionnels de santé.

Rien non plus sur les franchises médicales : La situation budgétaire des hôpitaux et des structures médico-sociales devrait rester dans le rouge, avec pour conséquence la poursuite des suppressions de postes et des restructurations. De ce côté-là le refus d'un moratoire global sur les restructurations est aussi inquiétant.

INTERNATIONAL

4 - Galice : « Nous décidons d'être libres »

Devant l'annonce du gouvernement du Parti populaire de réformer la loi actuelle de 2010 sur la santé sexuelle et reproductive et d'interruption volontaire de la grossesse, la MMF, avec d'autres organisations, mouvements et collectifs de femmes en Galice, ont initié la campagne « Nous décidons d'être libres ». Depuis le 7 août, tous les mardis soirs, les femmes se réunissent devant le Marco (Vigo) pour rendre visible leur désaccord avec les restrictions de l'actuelle loi sur l'avortement. Les femmes ne se reposeront pas tant que le peu de réussites acquises les dernières années ne soient devenues inamovibles et internalisés par les gouvernements présents et futurs, comme quelque chose de normalisé et fondamental dans une société démocratique et égalitaire ».

« La dette des gouvernements est envers les femmes et non les banques Nous marchons pour une vie digne et durable ». Parmi les diverses actions déjà réalisées dans le cadre de la campagne européenne de la MMF, il y a une vidéo avec des témoignages de femmes et une manifestation féministe anti-austérité encouragée par la CN du Portugal. La campagne est construite en alliance avec d'autres mouvements sociaux et organisations tels que le CADTM. Un premier pas a été la production d'un document à propos de la situation des femmes dans différents pays européens face aux réponses politiques à la crise où nous revendiquons nos droits et nos alternatives.

Cliquez sur le lien pour lire la version préliminaire du texte:

<http://www.marchemondiale.org/actions/2012/camp-ign-europe/fr>

Plus de détails sur la campagne seront informés tôt. Cliquez pour voir les images de la réunion.

Dans leur manifeste, les femmes exigent d'être traitées comme des personnes et non comme des utérus, et pour cela, elles défendent le droit de décider de leur corps, la maternité, non seulement en Galice mais dans le monde entier. « Si nous ne pouvons décider, nous ne sommes pas libre ».

5 - Le campement des Jeunes Féministes d'Europe en Roumanie

Le deuxième Campement de jeunes féministes d'Europe a eu lieu à Moroieni en Roumanie entre les 6 et 16 Août 2012. Nous étions plus de 50 jeunes femmes de 12 pays et territoires différents :

Roumanie, Pays-Basque, Turquie, Catalogne, France, Arménie, Italie, Allemagne, Norvège, Galice, Portugal et Suisse. Des jeunes féministes du Brésil et du Chili sont aussi venues renforcer notre mouvement.

Les participantes ont animé de nombreux ateliers autour de thématiques comme Attaques contre l'avortement, Féminicides et crimes d'honneur; Safer Sex ; Auto-défense ; Lesbianisme Politique ; Femmes et environnement ; Femmes, militarisation et paix ; Lutttes radicales contre les violences sexuelles, etc. Pendant les assemblées générales, nous organisons notre vie commune et avons échangé sur un calendrier de lutttes communes et sur l'agenda de la MMF comme la campagne européenne contre la dette et l'austérité.

Le samedi 11 août, nous avons manifesté à Targoviste avec des performances, batucadas, et les slogans des différents pays présents. Des jeunes activistes de la MMF du Kenya, des Philippines et de la Tunisie n'ont pu participer au campement car leur visa leur a été refusé. Nous avons dénoncé l'Europe forteresse et ce régime de migrations qui favorise la traite des femmes pour l'usage sexuel des hommes et la sur-exploitation de leur travail. « Nous affirmons que nous, jeunes féministes d'Europe et dans le monde, travaillons à détruire ce système, à surmonter nos préjugés et à travailler sur nos propres sociétés influencées par des idéologies racistes et patriarcales, pour trouver ainsi de nouvelles façons pour que tous les êtres humains puissent vivre libres de violence et oppression. ».

TEXTES

6 - La prostitution selon Dominique Noguez : le point de vue du dominant et les œillères du patriarcat ! - Patrick Jean et Grégoire Théry

Monsieur Noguez voudrait « repenser » la prostitution. Il faudrait d'abord qu'il puisse la penser ! Ce à quoi il ne parvient manifestement pas, handicapé par une vision de la société dénuée de toute remise en question en tant qu'homme et un rapport à la réalité plus ancré dans l'art et la littérature que dans l'expérience des inégalités de sexe et de classe.

Pour commencer, nous serions un ramassis d' « inquisiteurs » et de « fouille-culottes ». Puisque M. Noguez semble s'être renseigné sur l'excellent rapport d'information sur la prostitution en France, publié en avril 2011 et qui a contribué à l'adoption par l'Assemblée nationale le 6 décembre dernier d'une résolution qualifiant pour la première fois les violences inhérentes à la prostitution, il devrait savoir que celles et ceux qu'il qualifie de la sorte regroupent en fait les associations françaises de lutte contre les violences faites aux femmes et de promotion de l'égalité femmes-hommes. Associations qui se mobilisent pour que nul n'ait le droit d'exploiter la précarité d'autrui pour imposer un rapport sexuel par l'argent,

En bon masculiniste, il nous fait d'ailleurs le coup de la ministre "étourdie" et de la femme "survoltée" (comprenez « féministe »)... Il est étonnant de voir à quel point les mêmes qualificatifs sont employés dès qu'il s'agit d'une femme. Il ne manque que l'hystérie pour compléter le tableau.

L'argument n'est pas nouveau : il s'agit de dénoncer celles et ceux qui osent s'attaquer aux violences d'une sexualité prédatrice au prétexte qu'elles mettraient leur nez dans les affaires privées des bonnes gens. Comme si la loi n'interdisait pas déjà un certain nombre d'actes comme la pédophilie ou le viol. Comme s'il ne s'agissait dans tous les cas que d'une affaire privée, vieil argument des masculinistes pour donner libre cours aux pseudo-pulsions de nous les hommes. Rassurez-vous, cher Dominique Noguez, nous serons heureux de désertter la chambre à coucher mais uniquement lorsque les violences et le marché nous auront précédés.

M Noguez fait mine de ne pas comprendre ce qu'il y aurait de commun entre les « escortes » buvant du champagne et les étrangères étranglées par les réseaux. La réponse est pourtant simple : il y a toujours un client prostitueur, en écrasante majorité un homme (même lorsque la personne

prostituée est aussi un homme), qui parce qu'il a le pouvoir de l'argent, peut imposer un rapport sexuel au mépris de l'autre et de son désir.

M. Noguez a lu Proust et Maupassant. Mais que sait-il du réel de la prostitution ? Des méthodes utilisées par les proxos à la petite semaine, sans même parler de celles des réseaux, des violences, du mépris, des humiliations qui font le quotidien des personnes, de leur santé démolie, des suicides, des traumatismes (oui, des traumatismes !) qu'elles ne peuvent confier qu'aux associations parce que la société ne veut pas les entendre, préférant continuer de croire au "plaisir" et à la "liberté" ? Que sait-il de l'écrasante proportion de personnes issues des groupes les plus vulnérables, françaises ou étrangères, ces dernières appartenant en premier lieu aux groupes ethniques les plus défavorisés ?

Non, à tout cela, Monsieur Noguez préfère la vision littéraire ou cinématographique classique, un fantasme, de la femme qui aime être violentée et qui en jouit. Un fantasme d'auteurs et d'écrivains bien masculins, cela n'échappe à personne.

Que sait-il du sujet dont il traite, lui qui ne craint aucun amalgame, aucune approximation, aucune contre-vérité ? Être prostitué-e ou footballeur professionnel serait équivalent. Les victimes de la traite des êtres humains seraient minoritaires, les femmes ne seraient pas les premières visées par la prostitution, où s'exercerait la parité !! (on goûte ici l'utilisation soudaine du terme) ; enfin la France devrait imiter ses voisins qui ont procédé à une « réglementation efficace ». Parlons-en ! Si M. Noguez s'était informé, il saurait que le bilan en est catastrophique : explosion de la traite et de la criminalité ainsi que des bordels illégaux, échec total de l'inscription légale des personnes prostituées et donc de leur accès aux droits sociaux, femmes en soldes ou assorties de forfaits et de promotions dans les bordels, pouvoir croissant du lobby proxénète désormais en col blanc. Un proxénétisme plus florissant que jamais, contre lequel M Noguez demande pourtant de « lutter efficacement ». Comprenne qui pourra.

Ce que M. Noguez ne comprend pas, c'est que la prostitution est le lieu emblématique de la domination et que la défendre n'est en rien une « valeur de gauche ». A moins qu'il nous démontre en quoi l'emprise du marché sur la personne humaine, son corps et sa sexualité ainsi que l'exploitation de toutes les inégalités (femmes-hommes, Nord-Sud, riches-pauvres) feraient partie d'un projet de société progressiste.

En ce qui nous concerne, nous sommes soucieux d'une véritable libération sexuelle et d'une société plus juste. Celle-ci implique que la sexualité soit dégagée des contraintes morales, physiques et économiques, qu'elle ne soit ni soumise aux injonctions morales, ni sous l'emprise de la domination masculine et du marché.

Peut-être client prostituteur lui-même, ou en tout cas représentant d'une sexualité « à la papa », M. Noguez observe la société du point de vue du dominant et avec les œillères du patriarcat. Nous sommes d'une autre génération, ce dont témoignent ces quelques chiffres : non seulement 59% des femmes - contre 32 % des hommes- mais aussi 57% des 25-35 ans, contre 33% des 50-64 ans, souhaitent que la loi sanctionne le client qui a recours à une prestation sexuelle tarifée[i].

[i] Sondage Harris Intercative du 26 juin 2012.

Patric Jean, cinéaste et porte-parole du réseau Zéromacho

Grégoire Théry, membre de Zéromacho et Secrétaire général du Mouvement du Nid.

7 - Abolition de la prostitution : l'imposture médiatique ! - Sandrine Goldschmidt et Typhaine Duch

Vous connaissez Dominique Noguez ? Moi je viens de le découvrir. Il a 70 ans, sa bio le dit écrivain, docteur en esthétique, spécialiste du cinéma. Il semblerait donc que cela lui donne les lettres de compétence pour "repenser la prostitution" dans Le Monde.

Après Pascal Brückner, Philippe Caubère, en voici encore un dont la compétence de terrain,

l'argument d'autorité est celui-ci : je suis un homme, j'appartiens à la classe des dominants, en plus je suis un "homme de lettres", alors il faut m'écouter. Quand je vous dis qu'en face, il n'y a que des groupuscules non représentatifs, du haut de ma grande représentativité, il faut m'écouter.

On pourrait croire, dans notre monde qui se dit avancé, que ces arguments d'autorité sans fond, seraient un peu mieux discernés par nos médias. Ce serait sans compter sur la réalité de notre société. Or, nous qui nous battons pour l'abolition, nous voulons baser nos arguments sur des réalités. Force est donc de constater la chose suivante : aujourd'hui, dans des journaux, fussent-ils historiquement reconnus comme de qualité, à 100 % détenus par des hommes, contrôlés et dirigés par des hommes, mais surtout, de ceux qui sont les plus dominants, il ne faut pas compter sur sa compétence pour avoir droit d'être cité. Il faut être vaguement connu, être un homme, et défendre le système prostitueur.

La compétence, cela pourrait être d'être sur le terrain, depuis des années, dans la lutte contre les violences masculines faites aux femmes, violences sexistes et sexuelles à répétition, ce que sont les associations que M.Noguez critique dans son texte. Mais non, dans ce cas-là, difficile d'avoir accès aux tribunes, sauf à devoir répondre au flot incessant d'inepties publiées.

La compétence, cela pourrait aussi être d'avoir réalisé un film documentaire après des années de recherche auprès des personnes prostituées, d'une qualité formelle et de fond absolument remarquables, comme l'a fait la québécoise Eve Lamont avec L'imposture. Des télévisions, voudraient pouvoir nourrir le débat actuel en le diffusant. Ce serait très exactement ce qu'une mission de service public pourrait vouloir dire. Mais non. Elles préfèrent faire des talk-shows qui donnent la parole à ceux-là même qui contrôlent le circuit et la demande : les prostitueurs, ceux qui décident que leur liberté compte plus que la vie des femmes, en payant pour acheter l'impunité d'un viol.

Ceux-là vont aller raconter qu'en Suède, les viols auraient doublé depuis la loi d'abolition de la prostitution. Foutaise absolue : on met en relation deux faits sans aucune preuve d'un lien de cause à effet. Surtout, on pourrait très exactement arguer du contraire : le fait que le nombre de plaintes pour viols augmente, ce serait un signe de progrès ! Cette année, avec Pas de justice, pas de paix, nous avons expliqué qu'il y avait tous les ans, en France, 70.000 femmes qui ne portent pas plainte. Moins de 10 % qui le font. Alors, 90 % dont une bonne partie, demain, dans un pays qui les prendrait au sérieux, porterait plainte, cela entraînerait bien plus qu'un doublement des statistiques. Et cela n'aurait rien à voir avec une loi d'abolition. Trêve d'imposture !

Mais nous sommes dans une société d'apparence. Et le fait que M.Noguez soit un esthète, qui cite de la réalité de la prostitution Proust ou le cinéma, est bien la preuve de la quadrature du cercle :

Oui, depuis des millénaires, des hommes violent des femmes, dans la prostitution, la pornographie et ailleurs, et organisent leur impunité et le silence qui va autour en nous racontant des histoires, au travers de "l'art" et de l'esthétique. A tel point qu'en France, dans le cinéma, l'esthétique l'emporte systématiquement sur le fond, travestissant la réalité. Pour nous faire croire qu'on parle d'art, de liberté ou de cinéma. Quand en fait, on dissimule le plus monstrueux des crimes contre l'humanité...

8 - Prostitution : oui, nous devons sanctionner les consommateurs ! - Sylviane Agacinski

Loin d'éclairer la question de la prostitution, la tribune publiée dans "le Nouvel Observateur" l'obscurcit. Le problème est qu'elle ne fait pas de distinction entre la relation vénale occasionnelle entre deux personnes et la prostitution exercée "à plein temps". Du coup, elle situe la prostitution dans "un domaine éminemment privé" (sic), alors que la prostitution de masse, ou en série, met le corps des femmes sur le marché, c'est-à-dire sur la place publique.

Le législateur n'a pas vocation à intervenir dans la morale privée des "femmes entretenues" ou des "gigolos", ce qui lui serait d'ailleurs impossible. Mais il lui appartient de dire si le corps humain et

ses organes doivent être reconnus comme des marchandises à la disposition du public, ce qui serait contraire au droit français.

Les signataires de la tribune défendent quant à eux la "liberté" de se vendre, puisque chacun "doit être libre de ce qu'il veut faire de son corps". Si c'était le cas, on n'aurait plus besoin de droit du travail pour protéger les individus contre les contrats abusifs.

La prostitution n'est jamais libre. Cette prétendue "liberté de se vendre" dissimule l'inégalité sociale entre les acheteurs et les vendeurs et s'appuie sur un sophisme. En effet, louer ses organes, les mettre à la disposition d'une foule de clients qui en usent ou en abusent à leur guise, sous prétexte qu'ils paient, constitue un renoncement à la liberté et un asservissement spécifique des personnes prostituées. Il n'y a pas plus de "libre" prostitution qu'il n'y a de libre esclavage.

Comment d'ailleurs défendre, d'un côté, la liberté sexuelle et privée du client, et de l'autre, accepter que cette liberté soit niée et mise sur le marché ?

Les libéraux prétendent que "toutes les femmes n'ont pas le même rapport à leur corps", comme si, supposées moins sensibles que les autres, certaines femmes étaient douées pour la prostitution... Il suffit d'être attentif aux témoignages des prostituées "à temps plein" pour se convaincre du contraire. "Un homme te paie pour te pénétrer", témoigne une ancienne "professionnelle", "et après celui-ci un autre et encore un autre. Tu te sens réduite à tes organes. Ce n'est pas drôle de te faire pénétrer par tant d'hommes, dans le vagin, dans la bouche et l'anus". D'autres décrivent leurs efforts pour se dissocier de leur corps, de façon à surmonter leur dégoût. Non : les personnes conduites vers la prostitution par leur histoire et leur condition ne sont pas différentes des autres. Si les relations sexuelles pouvaient constituer un service comme un autre - comme le veulent les réglementaristes - les propositions sexuelles dans le cadre du travail ne paraîtraient ni humiliantes ni offensantes, et les lois sur le harcèlement sexuel n'auraient pas lieu d'être. Qu'elle punisse ou qu'elle protège, la loi doit être la même pour tous.

La toute-puissante des réseaux de prostitution. La liberté de se vendre est également une illusion à une époque où les prostituées réellement indépendantes représentent une part infime de la prostitution, dominée par la violence des réseaux très organisés de l'industrie du sexe.

Que signifie le "consentement", quand ses ingrédients sont avant tout le besoin, le chômage, la demande pressante des clients, le pouvoir corrupteur de l'argent, le manque d'estime de soi ? On peut aussi citer la panoplie redoutable des violences exercées par les trafiquants et proxénètes de toute sorte : promesses trompeuses des recruteurs, dressage par les menaces, coups et tortures, usage du viol et de la drogue.

Une fois rompues par la peur et les traitements dégradants, les femmes ne peuvent plus sortir du système, surtout lorsqu'elles sont, comme dans 80% des cas en France, "importées" par des réseaux étrangers (Europe de l'Est, Maghreb, Afrique noire...). L'exemple des Pays-Bas ou de l'Allemagne montre que la réglementation est le moyen le plus efficace de faire exploser le marché des "travailleuses du sexe", d'ouvrir des Eros Centers où se pratique l'abattage et de protéger les intérêts des proxénètes, puisqu'ils deviennent de simples managers, hôteliers, hommes d'affaires comme les autres. La Suède, plus courageuse, a fait régresser la prostitution et modifié les mentalités.

Reconnaître la prostitution comme un métier, c'est donc, en fait, renoncer à combattre les réseaux qui dominent l'industrie du sexe. C'est pourquoi l'abolitionnisme - position officielle de la France - s'oppose à la prohibition comme au réglementarisme qui fait de la prostitution un métier comme un autre. La seule façon de protéger les plus faibles, c'est de lutter contre un système impliquant à la fois la clientèle, les prostitué(e)s et les proxénètes. Alors, oui, il faut oser sanctionner les consommateurs.

COLLOQUES, DÉBATS, RÉUNIONS.

9 - Les rendes-vous féministes de la Fête de l'Huma

- Samedi 15 septembre, 11h : « Quelles priorités pour les droits des femmes aujourd'hui ? » - débat organisé par la commission nationale Droits des femmes/féminisme du PCF et animé par Laurence Cohen - Stand du Conseil national du PCV ;
- Samedi 15 septembre, 13h : l'association Les licenci'elles Femmes en lutte contre les licenciements - participation de nombreuses salariées licenciées - Forum des entreprises en lutte - Espace Agora - angle avenues G. Moquet et L. Aubrac ;
- Samedi 15 septembre, 14h - 15h30 : « 50 ans d'Indépendance, Femmes algériennes le courage en héritage ». Les invitées évoqueront l'histoire de ce combat dans la guerre de libération, jusqu'au refus du code de la famille, leur résistance contre l'intégrisme, et comment elles luttent encore aujourd'hui pour une véritable égalité. Stand Femmes Solidaires, avenue Rol Ganguy ;
- Samedi 15 septembre, 17h/18h : présentation de la plaquette « Égalité professionnelle et salariale » - Forum Social ; Femmes Égalité ;
- Samedi 15 septembre, 17h, présentation du recueil des témoignages : Aux « bas salaires », rien d'impossible ! Avec la participation des salariées en lutte, Forum des Associations, avenue Gabriel Perri.

10 - Zéromacho : le lancement - 22 septembre

Projection, en présence de Patrick Jean, réalisateur du film documentaire « La Domination masculine » : Peut-on croire qu'au XXème siècle, des hommes exigent le retour aux valeurs ancestrales du patriarcat ; les femmes à la cuisine et les hommes au pouvoir ? Peut-on imaginer que des jeunes femmes instruites recherchent un « compagnon dominant » ? Que penser d'hommes qui subissent une opération d'allongement du pénis « comme on achète une grosse voiture » ?

Si ces tendances peuvent sembler marginales, le film démontre que nos attitudes collent rarement à nos discours. L'illusion de l'égalité cache un abîme d'injustices quotidiennes que nous ne voulons plus voir. Vous y jouez un rôle. A travers des séquences drôles, ahurissantes, parfois dramatiques, le film nous oblige à prendre position dans un domaine où chacun-e pense détenir une vérité.

Echanges avec des responsables de Zéromacho : débat sur l'engagement de Zéromacho dans le débat public en France après le soutien en juin de Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes, à la position abolitionniste ;

Échanges informels au bar du Comptoir général par petits groupes : pendant ce temps, Patrick Jean propose au Zéromachos de témoigner devant une caméra des raisons de leur engagement contre la prostitution.

De 16 à 19h, le Comptoir Général, 80 quai de Jemmapes 75010 Paris.

Leur site : <http://www.zeromacho.eu/>

11 - Café droits des femmes de LTDF - 25 Septembre - Paris

De 14h15 à 16h15 au café Curial, 90 rue Curial, 75019 Paris. Au programme, « le sexisme en politique: Comment font les femmes ? », avec la participation de Michelle Loup, Vice-présidente de l'association "Elu/es Contre les Violences faites aux Femmes":

- Un constat chiffré de la représentation des femmes dans les instances politique en France ;
- La parité aujourd'hui: où en sommes-nous ? ;
- Concilier vie privée et carrière politique: Comment font les femmes ? ;
- Sexisme en politique: des noms d'oiseaux aux phrases insidieuses...

L'entrée est libre dans la limite des places disponibles.

12 - Colloque « Genre et sexualité dans la présidentielle française de 2012 » - MAGE - 27 septembre

Le Mage organise ce colloque international le jeudi 27 septembre 2012, Amphithéâtre Durkheim, Sorbonne Galerie Claude Bernard, esc 1, 1 rue Victor Cousin - 75005 Paris.

Introduction - Margaret Maruani, du Mage et de la revue/Travail, genre et sociétés ;

1^{er} thème : « Jeux de genre en campagne », Présidence : Janine Mossuz-Lavau ; Retour à la normale : Éric Fassin, Clément Arambourou ; Le salto du stigmaté : Frédérique Matonti, Marion Paoletti

2^{ème} thème : « Questions sexuelles et sexuées : des enjeux politiques ? » ; La production journalistique du genre : Marlène Coulomb-Gully, Séverine Chauvel et Amélie Le Renard ; « Présidentielle et politisation des questions sexuelles » : Léa Morabito, Massimo Prearo, Lourdes Bandeira et Tania Mara Campos de Almeida ;

Conclusions et débat : Lucie Bargel, Catherine Achin.

Pour la bonne organisation de ce colloque, merci de confirmer votre venue (sauf si vous êtes déjà inscrit-e) par retour de mél à mage.cnrs@shs.parisdescartes.fr

Programme complet : <http://recherche.parisdescartes.fr/MAGE>

13 - Atelier Citoyenneté - 28 septembre - Maison des Femmes Paris

Le vendredi 28 septembre de 18h à 20h sur le thème « De la revendication du mariage à celle des droits propres : la recherche d'autonomie ». Avec Jocelyne Filard et Marie Joséphe Devillers de la Coordination Lesbienne en France (CLF)

Le Droit Français est lié à la cellule familiale, et ne peut, au XXI^e siècle, reconnaître la personne autonome (exemple : familles monoparentales !!!).

Nos ateliers citoyenneté sont des occasions d'échanges et d'informations sur diverses thématiques autour des droits des femmes. Nous sommes en effet un lieu féministe et non mixte qui a pour objectif de permettre aux femmes d'assurer leur pleine citoyenneté dans un esprit convivial de rencontre et de solidarité.

Les intervenantes de ces ateliers sont toutes spécialisées dans la thématique choisie, nous favorisons l'intervention des militantes féministes, nous sommes très attentives au public en situation de handicap, notamment les femmes sourdes pour lesquelles une interprète en langue des signes (LSF) est systématiquement sollicitée.

Ces soirées sont gratuites et libres d'accès, n'hésitez pas à en informer votre public féminin, à afficher l'information, à orienter les femmes intéressées par les thématiques, à diffuser nos flyers. C'est l'occasion de poser des questions, d'aborder des problématiques, d'écouter et/ou de prendre la parole dans un climat de respect et de confiance, de lutter contre l'oppression des femmes et des lesbiennes et contre les discriminations sexistes. Il ne s'agit pas d'énoncer la loi, mais en échangeant autour de ces lois, de se trouver en phase avec des récits de vie.

En octobre, nous aborderons le droit à l'hébergement sous l'axe spécifique des femmes ; intervenantes : Marie Cervetti, la directrice du FIT et les femmes qui ont elles-mêmes vécu ces hébergements.

14 - Rappel : Festival féministe de documentaire Femmes en Résistance - 29/30 septembre

Espace municipal Jean Vilar, Arcueil, 1 rue Paul Signac, 01 41 24 25 55, RER ligne B, station Laplace zone 2, ou station Arcueil Cachan zone 3 ; Voir n° 205 du Courrier de la MMF.

Deux documentaires à propos de la Marche Mondiale des Femmes passeront au cours du festival :

- Dimanche 30 à 15h : La Marche Mondiale des Femmes 2010 au Kivu : 1000 femmes de 42 pays se sont réunies à Bukavu (RDC) en octobre 2010 pour clôturer la Marche Mondiale des Femmes 2010. Elles ont marché pour dénoncer toutes les formes de violences faites aux femmes dans un monde de pauvreté et d'exclusion. Les témoignages visent notamment les viols subis par les Congolaises de l'Est. Malgré toutes les atrocités,

- dimanche 30 à 19h15 : La Marche Mondiale au Brésil : le lancement de la 3^{ème} action internationale de la Marche Mondiale des Femmes en 2010 a eu lieu au Brésil. 2000 femmes ont marché dans une ambiance joyeuse et festive ! - - celles qui ont survécu sont restées actives et combattantes ; Le programme sur : Tout le programme sur : <http://resistancesdefemmes.wordpress.com>

15 - 6 heures pour l'Égalité des salaires entre les femmes et les hommes, Maintenant - 20 octobre

Mettons au centre du débat sur l'égalité salariale les travailleuses les plus précaires ! Exigeons ensemble la revalorisation des métiers et l'augmentation des salaires dans tous les secteurs professionnels féminisés !

Nous vous invitons à venir entendre les salariées en lutte des métiers féminisés : des femmes de chambre, caissières, aides à la personne, vendeuses..., à débattre avec des chercheuses, des militant-es... Avec un théâtre forum créé par Féminismes enjeux, des extraits de films et d'autres animations.

Campagne lancée par le CNDF, Femmes Égalité, ATTAC et soutenue par de nombreuses associations, partis politiques, syndicats.

Inscription et contact à l'adresse : egalitedesalaires.maintenant@gmail.com

Bourse du travail de St Denis, 9-11 rue Genin, Métroligne 13 Saint Denis - Porte de Paris.

16 - Assises : Le genre, à quoi ça sert ? - 15 et 22 octobre - Institut Emilie du Châtelet

Le mot genre est désormais passé dans le vocabulaire courant de la recherche, de la vie institutionnelle et des politiques publiques. Il s'est même invité dans les programmes des candidat-e-s à l'élection présidentielle française de mai 2012: le nouveau Président de la République avait ainsi inscrit au nombre de ses engagements la lutte «contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle ou l'identité de genre».

Cependant la notion reste souvent floue pour le grand public, incertaine dans la façon dont elle peut à la fois participer et se distinguer d'autres notions comme le sexe, les discriminations de sexe et de sexualité, le système patriarcal... Elle suscite des interrogations récurrentes que l'Institut Émilie du Châtelet, souvent sollicité sur ce thème, a décidé d'aborder de front au cours de ses Cinquièmes Assises: quand, comment, pourquoi a surgi et évolué ce concept dans les différents champs du savoir? En quoi fait-il progresser la compréhension des inégalités entre les femmes et les hommes, et entre les sexualités? En quoi permet-il d'agir contre ces inégalités? Comment diffuser et transmettre les acquis de ces analyses et de ces pratiques? Le genre est aussi un outil concret convoqué, au niveau transnational, dans la mise en œuvre de politiques publiques et de lois. Comment est-il adapté aux règlements et aux actions de développement en direction des pays du Sud, notamment, en Afrique méditerranéenne et en Afrique sub-saharienne ? En quoi est-il un outil pour penser plus globalement les rapports de pouvoir?

L'ambition de l'Institut Emilie du Châtelet est de répondre à ces questions en abordant le sujet sous des angles d'attaque dynamiques, susceptibles d'engager le débat et le dialogue, mais aussi de fournir des instruments à celles et ceux - enseignant-es, militant-es, politiques, citoyens et citoyennes - qui sont ou seront amené-es à travailler avec ce concept. À la première question: Le genre, à quoi, ça sert? s'en ajoute donc une seconde: Le genre, comment s'en servir?

Deux après-midi de débats sont proposés : les séances comprendront deux tables rondes, organisées autour de chercheur--s et de membres de la société civile et politique. L'objectif est de permettre des échanges avec le public et de faire surgir des propositions et des suggestions d'actions.

Lundi 15 octobre 2012: «Penser et agir» ; Première table ronde : «Le genre en questions», Deuxième table ronde: «Diffuser, former, transmettre»

Lundi 22 octobre 2012: «Le genre transnational» : Première table ronde: «Politiques de genre»,

Deuxième table ronde: «Genre et développement»

L'inscription à ces journées est gratuite mais obligatoire :

<https://docs.google.com/spreadsheets/embeddedform?formkey=dGRiU0liQTIPWmtNVHU+T1pOM05Zemc6MQ>

17 - Atelier et soirée les Trans pour les nulLEs - Mix-Cité Paris et le Kinoclub du Shakirail - 23 septembre

15h30 à 18h30 - Atelier "les Trans pour les nulLEs", ouvert à tout le monde ; animé par Max Nisol de l'association Genres pluriels de Belgique ; Thème : Qui Sont Les Personnes Trans ? C'est quoi leurs questionnements, et tout et tout ? (atelier interactif, projections, discussions) ; Venez à l'heure, les portes de la cour se ferment à 15h30

18h45 - 20h - Buffet camerounais

20h - Les portes rouvrent pour la projection du film long métrage dans le thème "Mauvais genre", choisi par le Kinoclub du Shakirail (trash et burlesque, interdit aux moins de 16 ans).

Nombre de places limité pour l'atelier "Trans pour les nulLEs" et pour le buffet : inscriptions obligatoires sur contact@mix-cite.org ; Participation aux frais : 5 ou 6 euros pour l'Atelier, et 5 euros pour le diner (boissons non comprises).

Informations complémentaires sur : <http://www.demosphere.eu/node/31638>

18 - Mais qu'est-ce qu'elles veulent, encore et encore - Planning Familial 71 - Châlon sur Saône - 22 septembre

Ladies & Ladies and maybe Gentleman, approchez approchez, donnez vous la peine de vous immerger dans l'univers féministe de nos Femmes à barbes : velues, rasées, hirsutes, imberbes... Welcome to the Bearded Women Club !

A partir de 15h et en continue : la cabine d'effeuillage, des exositins, installations, gravures de Marie-Hélène Tolon, courts-métrages...

A 18h : « Je ne suis pas venue seule », Diane Bonnot de la Cie Spectralex - 45 min

A 19h, dans la cour, entrée libre : « Il n'y a pas d'mal à s'faire plaisir ! », Apéro-discussion animée par les Militantes du Planning Familial

A partir de 21h : les concerts avec Billie, chanson française électrique ; Raymonde Howard, Folk minimaliste ; Melle Nicole, Tourne-disqueuse

Spectacle et concerts : 5 euros

Adresse : l'Arrosoir 11, impasse de l'ancienne Prison à chalon sur Saône (71)

19 - Paris-Banlieue, Côté femmes - 12 octobre - Montreuil

Dans le cadre de la semaine du 8 au 15 octobre que présente le Collectif de femmes « Elles résistent à La Parole errante », les femmes du quartier Balzac de Vitry proposent « Paris Banlieue, côté femme », un univers plein d'humanité où regards et points de vue se croisent. Des femmes vous parlent d'elles, vous parlent de vous, nous parlent.

A la rencontre de *La parole errante* d'Armand Gatti - Compagnie Espace-Temps - Mise en scène : Sandrine Charlemagne - Violoniste : Olivier Samouillan - avec : Audrey O. Fatiha I., Valérie G., Fatiha Z., Nadia Z et le Choeur des jeunes : Laetitia Balta, Justin Ecourtemer, Karim Nasri, Brahim Sissoko, Toufik Soufi.

Débat à l'issue de la représentation

Vendredi 12 octobre 2012 - 20h30 - La Parole Errante, 9 rue François Debergue 93100 Montreuil, métro Croix de Chavaux - Ligne 9 - Réservations 06 64 88 44 42 - mail :

cieespace.temps@yahoo.fr

20 - Croiser les disciplines, historiciser les concepts - Séminaire public de l'équipe GTM 2012-2013

Le séminaire de l'équipe GTM est ouvert au public sans inscription et se déroule un lundi par mois sur le site du CNRS Pouchet, 59 rue Pouchet, Paris 17^{ème}, métro Guy Môquet ou Brochant ligne 13, salle des conférences.

Les concepts en sciences sociales et humaines sont mobiles, ils ont une vie, une histoire. Nés en un lieu et un temps parfois difficiles à identifier, marqués par les rapports sociaux et les luttes idéologiques, ils peuvent apparaître presque simultanément dans des endroits et des contextes différents. Ils voyagent, et changent de contenu ou de sens, selon les auteur-es, les courants de pensée, les disciplines qui s'en emparent et en modifient les usages. Le GTM, ouvert à l'interdisciplinarité, a choisi pour son séminaire 2012-2013 de mettre les disciplines en débat autour des concepts qu'elles partagent ou qui les distinguent, dans les domaines du travail, du genre, des mobilités, de la citoyenneté.

- Lundi 1^{er} octobre 2012, 14h-17h. La « sociologie du genre existe-t-elle ? » ;
- Lundi 19 novembre 2012, 14h-17h, « Sport et danse, le corps genré en mouvement » ;
- Lundi 3 décembre 2012, 14h-17h, « La sociologie du travail est-elle une sociologie générale » ;
- Lundi 21 janvier 2013, 14h-17h, « De l'éclipse du pauvre au retour de la pauvreté » ;
- Lundi 4 février 2013, 14h-17h, salle 159, site Pouchet, « Hégémonie du paradigme d'intégration et discrimination raciste systémique » ;
- Lundi 25 mars 2013, 9h-17h, « Émotions et travail » ;
- Lundi 15 avril 2013, 9h-17h, « Genre, féminisme et politique », autour des travaux d'Eleni Varikas ;
- Lundi 27 mai 2013, « Figures de l'ouvrier et de l'opérateur. Sur la question de la subjectivité dans le travail » ;
- Lundi 13 et mardi 14 juin 2013, Université Paris Descartes », Théories et pratiques du care : comparaisons internationales (colloque international).

Programme complet diffusé ultérieurement.

RADIO, CINÉMA, LIVRES, SORTIES.

21 - Théâtre : Olympe de Gouges, porteuse d'espoir - 6 septembre au 22 décembre

Une pièce de Annie Vergne et Clarissa Palmer. Les jeudis et samedis à 19h du 06 septembre au 22 décembre 2012

En 1791, Olympe de Gouges demande à l'Assemblée nationale que soient reconnus les droits de la femme et de la citoyenne au même titre que les droits de l'homme et du citoyen.

Humaniste et visionnaire, cette femme hors du commun demandait déjà la parité en politique quand, en 2012, nous commençons tout juste à la respecter. Profondément indignée par l'injustice et l'inégalité entre les sexes, entre les âges et entre les peuples, elle nourrissait l'espoir d'une société guidée par la solidarité et l'entraide. Faisant entendre sa voix de femme dans la vie politique gouvernée par les hommes, elle proposa d'établir des lois intelligentes et pleines de bon sens pour y parvenir. Parmi ses nombreux combats, on retiendra son aspiration à donner à la femme une entière et véritable place dans la société.

En 2012, l'extraordinaire parole d'Olympe résonne intensément à nos oreilles et met notre intelligence en éveil. Nous avons donc choisi de présenter un spectacle en 2 dimensions où l'Olympe d'hier côtoie de près l'Olympe d'aujourd'hui.

Théâtre le Guichet Montparnasse, 15 rue du Maine 75014 Paris 09 75 75 18 18 / 01 43 27 88 61.

Programme : www.quichetmontparnasse.com

22 - Livre : « Mon pays étranger » - Roman de Sandrine Charlemagne

Le voyage qu'entreprend la narratrice pour rejoindre l'Algérie, où son père est né, est un pèlerinage et une quête de son identité. Ira-t-elle se recueillir sur la tombe de ce père dont la violence l'a révoltée ? Sur le bateau qui l'emmène de l'autre côté de la Méditerranée, les souvenirs se bousculent. Qui est-elle au milieu de ces hommes aux visages familiers dont elle ne parle pas la langue ? À Alger, c'est Mahmoud, un Algérien rencontré à Paris, qui l'accueille et la guide. Il a travaillé au Théâtre national dont le directeur a été assassiné. Au fil de ses haltes, au théâtre, au café, dans les rues, elle prend conscience de la misère, de la peur, du désespoir de ces jeunes gens sans avenir et pourtant si pleins de vie et hospitaliers. Avant de repartir, elle passera dix jours à Oran, chez Amina dont le mari a été tué et qui vit avec ses filles dans une cité. Visages de femmes, petits faits du quotidien, paysages, odeurs, intrusions brusques de la violence, réminiscences des attentats, du passé de la narratrice, tout s'interpénètre et frémit dans ce livre qui rend palpable la vie profuse et déchirée des gens chez qui s'exacerbent encore, comme une plaie qui ne se referme pas, espoirs et regrets.

Editions La Différence . 256 pages. 18 € Collection : Littérature ISBN : 978-2-7291-1984-3

Tel : 0144621204 ou 06 80 63 95 25, mail : marchfem@rezisti.org ; site : <http://www.mmf-France>